

UNE UNIVERSITÉ DES TERRITOIRES et DE LA CONFIANCE

Engagée dans sa responsabilité sociétale, dans l'innovation et dans la valorisation.

Ambitieuse dans sa quête de l'excellence et son ouverture au monde.

Fédératrice de liens, de sens et d'actions sur l'ensemble des territoires.

Notre vision

Depuis les élections de 2022, notre vision est toujours la même. Nous avons la volonté pour notre Université :

- de nous engager dans différents débats et enjeux sociétaux, auxquels nous pouvons apporter notre contribution innovante et notre valeur ajoutée ;
- de la voir devenir le lieu où se produit et s'exporte l'excellence ;
- de fédérer l'ensemble de ses territoires, dans l'harmonie des liens, l'avènement d'un sens partagé et la mise en œuvre d'actions à la fois diversifiées et mutualisées.

Nos engagements

Au sein du Collectif Confiance, nous apportons notre contribution active, à travers la participation dans les différents conseils, et nous souhaitons continuer de nous engager pour :

- faire que l'humain soit au cœur même de tout ce qui constitue notre engagement dans le cadre de nos missions de service public ;
- simplifier et faciliter le fonctionnement au quotidien au profit des actions menées tant au niveau central qu'au niveau des composantes de formation et de recherche ;
- favoriser le développement, le pilotage et la mutualisation de projets des uns et des autres ;
- faire du lien en permanence en vue de favoriser l'inclusion de tous, y compris dans les projets portés par l'établissement ;
- contribuer à ce que chaque personne et chaque discipline, que se soit au niveau de la formation ou de la recherche, trouvent leur place au sein de l'université, en pleine confiance et en toute harmonie, et qu'elles en tirent fierté et satisfaction ;
- privilégier co-construction, collégialité, subsidiarité, confiance et impartialité ;
- sublimer la vie des campus tant pour nos personnels que pour nos étudiantes et étudiants ;
- travailler toujours en concertation, dans un climat de confiance et dans une continue quête de l'excellence, dans tous les domaines, au rayonnement territorial, régional, national et international de notre université.

Candidature de Latifa BADDAS

Maîtresse de conférence, IUT Henri Poincaré de Longwy – CRAN
Profession de foi



Chères et chers collègues,

Maîtresse de conférences depuis 2004 à l'IUT Henri Poincaré de Longwy et membre du CRAN, depuis ma nomination je suis engagée pour **le bien-être et la cohésion** au sein de notre campus, en adéquation avec les valeurs portées par la Présidente de notre Université lors des élections de 2022.

Dès mes débuts, je me suis investie à titre individuel pour soutenir l'ADEL (Association des Étudiants de Longwy) et le BDS (Bureau des Sports de Longwy) lors de leurs différentes activités. Mon engagement formel au service de l'IUT a commencé en 2013 au conseil d'institut, et j'ai également exercé la fonction de co-directrice des études du département GEII de 2018 à 2024.

En tant que co-chargée de **mission EDI** à l'IUT Henri Poincaré de Longwy depuis 2019, j'ai contribué à l'implantation d'une cellule EDI dotée d'un budget dédié, permettant chaque année l'organisation d'**événements inclusifs** (pièces de théâtre, conférences...). Mon engagement s'étend aussi à la commission **parité** du CRAN depuis sa création en 2021. Ces deux missions se complètent et m'apportent une vision enrichie des **enjeux d'égalité, d'inclusion et de diversité**, tant au niveau de l'IUT que du laboratoire, me permettant de toucher des publics divers, y compris les doctorant-e-s.

Mon engagement ne s'arrête pas aux mandats officiels : depuis la crise du Covid, j'ai renforcé mon soutien aux étudiantes et étudiants en coordonnant **des distributions alimentaires**, en partenariat avec des associations locales. **La diversité culturelle de notre IUT**, avec ses nombreux étudiant-e-s étranger-e-s, constitue une richesse pour notre campus, tout en nécessitant une attention spécifique pour répondre à une variété de besoins. En parallèle, j'encadre, autant que possible, les manifestations organisées par les étudiant-e-s et les doctorant-e-s, telles que la fête de la musique, les JACES, ou les journées d'intégration, contribuant ainsi à renforcer le lien social et la convivialité sur le campus. Mon engagement s'étend également à l'Association des personnels universitaires de Longwy (APUL), dont je suis membre depuis sa mise en place en 2019, avec le même objectif de créer un environnement solidaire et dynamique pour l'ensemble de notre IUT.

Depuis deux ans, mon expérience s'est enrichie par ma participation au niveau national à la commission Expérience étudiante et vie de campus de l'ADIUT (Assemblée des directrices et directeurs d'IUT). Dans ce cadre, nous menons des enquêtes auprès des IUT, pour évaluer **le bien-être étudiant, le sport, la vie culturelle, les infrastructures** mises à disposition, ainsi que les activités de loisirs dans les villes moyennes et petites qui accueillent la majorité des IUT. Ces travaux m'offrent une vision approfondie des besoins et des attentes des étudiantes et étudiants dans divers contextes.

Je présente ma candidature au CVU pour poursuivre et renforcer cet engagement, en représentant les **besoins spécifiques des campus d'équilibre que sont Bar-le-Duc, Épinal, Forbach, Longwy, Lunéville, Saint-Avold, Saint-Dié-des-Vosges, Sarreguemines, Thionville**, au sein des instances centrales de l'Université de Lorraine. Avec plus de vingt ans d'expérience, je souhaite enrichir les débats en servant de relais aux préoccupations et aux aspirations des étudiant-e-s, du personnel et des directions locales.

J'espère donc pouvoir, grâce à votre confiance, intégrer le CVU pour y apporter mon expérience mais aussi découvrir de nouvelles actions à mettre au service de la vie étudiante et du personnel.



avec le soutien du



Pour une Université de Lorraine Solidaire, Ambitieuse et responsable

Les listes du collectif PULsar2030 sont arrivées en tête des scrutins pour les conseils centraux de l'université en 2022. Nous travaillons depuis sans relâche à la mise en œuvre de notre programme (à télécharger [ici](#)), dans un cadre démocratique renouvelé. Mieux que des promesses, voici 10 exemples d'actions et de réussites concrètes :

- **RH** – Alignement indemnitaire contractuels/titulaires et utilisation de toutes les possibilités de promotion pour tous les corps
- **Recherche** – Lancement du programme « Émergence » (exploration de nouvelles thématiques, retour à la recherche, reconversion thématique), accompagnement au dépôt de projets à l'Europe (REIL), entrée dans UDICE
- **Formation** – Élargissement de la politique d'exonération partielle des droits d'inscription différenciés, parcours de personnalisation
- **Vie universitaire** – Doublement des moyens de l'aide sociale d'urgence aux étudiantes et étudiants, investissements immobiliers massifs
- **Égalité-diversité-inclusion** – Guide pour l'écriture égalitaire, lauréats de l'AAP « universités inclusives démonstratrices »
- **Territoires** – Schémas de développement territoriaux, gouvernance territorialement équilibrée
- **Transition écologique** – déploiement progressif de fontaines à eau et de distributeurs de produits locaux et sains, AMI Écocampus démonstrateurs, déploiement des modules SENSE et AGILE
- **Facilitation** – Généralisation de la carte-achat, Service +
- **Partenariats** – Obtention du label « Pôle universitaire d'innovation », fédération des espaces d'innovation
- **International-Europe** – Présidence de l'UniGR, Entrée dans l'université européenne Eureca-Pro, participation active à Grand Est Europe



Intersyndicale CGT FERC Sup - SNASUB-FSU – SNCS-FSU - SNESUP-FSU – Sud Éducation
et des non-syndiqués

Listes et programme détaillé : <http://espoir-ul.fr/> | espoir-contact@univ-lorraine.fr | contact@espoir-ul.fr

Élections partielles des 4 et 5 décembre – Profession de foi

Le collectif Espoir s'est présenté pour la première fois aux suffrages des personnels de l'Université de Lorraine au printemps 2022, lors des élections des conseils centraux. Nous y avons présenté un programme de rupture avec la politique d'accompagnement de la transformation néolibérale qui est malheureusement à l'œuvre dans de nombreuses universités. Depuis, nous sommes présents et visibles dans les conseils, portant les valeurs d'un Enseignement Supérieur Public Ouvert, Inclusif et Rassembleur, contre la mise en concurrence des statuts et des personnes.

En attendant la transformation de la C3 de la RIPEC en une prime touchée par tous les enseignants, nous plaçons inlassablement en faveur d'un montant au niveau minimal pour qu'un grand nombre puisse la toucher. Si on nous avait suivi, il aurait été possible en 2024 de donner la prime à tous les demandeurs, éparpillant à l'établissement et à ses membres un travail long, vain et anxiogène d'évaluation.

Nous continuons à nous opposer à l'adoption par l'université des « innovations » législatives que constituent de nouveaux contrats, qui cassent la fonction publique : chaires de professeur junior, contrat de projet, contrat de mission scientifique. Pour chaque règlement qui nous est proposé, nous défendons les droits des travailleurs et travailleuses ainsi que l'unité des collectifs.

Élus et élues Espoir, nous sommes présents dans de nombreuses instances. Notre travail vigilant a joué un rôle décisif dans de nombreuses avancées sociales. Nous avons notamment obtenu :

- un statut plus protecteur pour les élu·es ;
- une grille de carrière décente pour les enseignant·es contractuel·les ;
- la reconnaissance du droit à congés pour les enseignant·es dans des circonstances particulières de la vie, comme le décès d'un proche.

En votant pour les candidat·es Espoir lors de l'élection des 4 et 5 décembre 2024, vous nous aidez à renforcer notre action et à peser sur la ligne politique de l'université de Lorraine.

La logique d'accompagnement se prévaut du pragmatisme, mais en réalité elle fait de nous les acteurs d'une partition écrite par d'autres, engendrant souffrance et frustration. Nous souhaitons rompre avec cette logique en redonnant de manière rationnelle la place aux femmes et aux hommes qui sont l'université.

L'université de Lorraine est un établissement de très grande taille, fonctionnant avec une grande complexité institutionnelle. Les directions de nos universités sont aujourd'hui les courroies de transmission des décisions politiques, aveugles aux enjeux et aux véritables missions des universités. Depuis toujours, le constat est partagé que la recherche et l'enseignement supérieur sont les éléments-clés du développement de la société et du progrès social. Depuis plus de vingt ans, les politiques cassent les modes de fonctionnement par un sous-investissement organisé, responsable de la pénurie généralisée, notamment en termes d'emplois et de moyens dans l'université. Les premières victimes sont les étudiant·es, mais les personnels, titulaires comme contractuels, souffrent également des conditions de travail imposées et des conditions relatives à l'activité de recherche. Le dernier épisode aura été la LPR (Loi de Programmation de la Recherche) qui peine à maintenir les budgets de l'enseignement supérieur et de la recherche au niveau de l'inflation, défait les statuts et généralise la précarité. La liberté académique elle-même est mise à mal.

Nous souhaitons construire une université qui rompe avec la pensée néo-managériale et néo-libérale, laquelle démontre tous les jours son inefficacité et ses effets nuisibles. Nous devons trouver des fonctionnements en rupture avec la compétition entre les individus, les composantes, les établissements, et plus encore avec la compétition entre nos missions. Nous ne sommes pas des entrepreneurs ou entrepreneuses de nous-mêmes devant optimiser nos décisions et nos investissements. Nous voulons travailler au bénéfice d'une université de service public, respectueuse des personnels et des étudiant·es.

Engagements des élu·es

Les élu·es des listes **Enseignement supérieur public ouvert, inclusif et rassembleur** s'engagent à agir pour défendre le programme ESPOIR. Ils et elles utiliseront leurs mandats pour peser sur les décisions et actions de l'université dans un souci de transparence et d'égalité. Ils et elles informeront les personnels des débats et prises de positions dans les conseils et rendront compte de leur mandat.

Rompre avec la concurrence généralisée pour une université de service public

- Procéder à des recrutements sur statuts nationaux.
- Rompre avec la répartition budgétaire sous forme d'appels à projets.
- Rompre avec l'individualisation par les traitements et par les primes.
- Refuser les hausses des frais d'inscription et les frais différenciés pour les étudiant·es étranger·es.
- Intégrer l'I-SITE LUE dans le fonctionnement de l'université au service de tou·tes.
- Cesser de faire reposer les contraintes budgétaires mutualisables sur les composantes (participation aux fluides, améliorations du bâti, réparations, primes, CET, etc.).

Améliorer les conditions de travail et les conditions d'études

- Revenir à un fonctionnement basé sur la confiance.
- Apporter une réponse institutionnelle à la question du harcèlement moral, sexiste et sexuel systémique qui concerne tous les personnels et les usager·es.
- Refuser la sélection, accueillir et accompagner le plus grand nombre d'étudiant·es, faire fonctionner l'université pour ses usager·es et non pour son administration et ses indicateurs.
- Réduire la précarité et la sous-traitance : titulariser ou stabiliser un maximum de personnels précaires, ouvrir les postes gelés et mener une politique de recrutement pour les enseignant·es, les enseignant·es-chercheur·es et les personnels BIATSS.
- Organiser le temps de travail et les modalités du (télé-)travail pour toutes et tous en respectant la diversité des situations, faire appliquer le droit à la déconnexion.
- Respecter et suivre les recommandations du CHSCT et de l'instance qui lui succédera.
- Restaurer des services communs : action sociale, SUMMPS, SUAPS, vie des personnels...

Remettre les libertés académiques et la connaissance au centre de l'université

- Renforcer l'élaboration et la transmission des savoirs disciplinaires et interdisciplinaires, rejeter l'idéologie de l'approche par compétences.
- Refuser les évaluations chronophages et bureaucratiques du type HCERES qui se résument à des indicateurs et tournent le dos à la science.
- Rendre du temps aux personnels et réconcilier les missions d'enseignement et de recherche.
- Respecter les spécificités disciplinaires et cesser de déployer un modèle unique, travailler à la

reconnaissance du CNU dans l'organisation de la recherche.

- Maintenir le recours aux instances nationales (qualification, congés de recherche, promotion, etc. pour les enseignant·es-chercheur·es, concours pour les personnels BIATSS).
- Respecter les franchises universitaires.

Démocratiser le fonctionnement de l'université de Lorraine

- Sortir du statut de grand établissement pour que l'université de Lorraine devienne une université.
- Dans l'attente : travailler à la réécriture du décret pour réviser la composition des conseils centraux (diminuer les extérieurs et augmenter la représentativité des personnels) et créer des contre-pouvoirs au CA notamment un conseil académique.
- Immédiatement : utiliser le sénat académique comme instance d'orientation de la politique de l'établissement.
- Ne pas laisser le ou la président·e seul·e décisionnaire des orientations politiques ; décentraliser les prises de décision : responsabilité fonctionnelle aux directeurs et directrices de pôles scientifiques et de collègiums, prérogatives pour les conseils de composantes et laboratoires.
- Assurer la représentativité des territoires, notamment l'équilibre entre les sites de Nancy et de Metz, et des secteurs disciplinaires, tant dans les instances qu'aux postes de décision.
- Respecter les avis des conseils consultatifs (CS, CF, CVU, sénat académique) et des instances représentatives des personnels (CT, CHSCT puis les instances qui leur succéderont), repenser les prérogatives des CPE (avancement des personnels BIATSS).
- Assurer la transparence de la vie académique : budget, CR des conseils (centraux et composantes), accessibilité des données numériques de l'université (bilan social, budget, observatoire de la vie étudiante...).

S'engager dans les transformations de la société

- Faire reconnaître la place de l'université, du savoir et des sciences dans la société.
- Défendre les libertés démocratiques et collectives, contribuer à la formation critique et émancipatrice des citoyen·nes-travailleur·es.
- Lutter à tous les niveaux contre le dérèglement climatique.
- Participer à la science ouverte : développer la publication ouverte, la publication des jeux de données et mettre en place une architecture pour l'animation et la publication de revues en ligne, déployer et utiliser des logiciels libres.

